



Communiqué de presse

Montreuil, le 24 juin 2020

Pour la prochaine PAC, plus de 85% des Français·es demandent une juste rémunération des paysan·ne·s, la préservation de l'environnement et du bien-être animal, une alimentation saine et locale.

Alors que le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation a pris connaissance des premiers résultats du débat public "imPACtons!" portant sur la réforme de la Politique Agricole Commune (PAC), la plateforme *Pour une autre PAC*¹ souligne l'urgence de soutenir un modèle agricole et alimentaire conforme aux attentes des Français·es. D'après un sondage² réalisé en partenariat avec IPSOS sur les attentes des Français·es vis-à-vis de la PAC, la très grande majorité d'entre elles-eux demandent une réorientation des objectifs et des moyens budgétaires de la PAC en faveur d'un système agricole et alimentaire plus juste, plus durable et plus sain.

Quatre urgences pour la prochaine PAC : juste rémunération des paysan·ne·s, préservation de l'environnement, garantie du bien-être animal, une alimentation saine et de proximité.

La crise du COVID-19 a rappelé à quel point les secteurs agricole et agroalimentaire étaient cruciaux pour garantir notre alimentation au quotidien. Elle a également rappelé l'importance des soutiens financiers apportés à ces secteurs par le biais de la politique agricole commune (PAC), dont la réforme en cours fait l'objet d'un débat public en France.

Les premiers résultats du débat "imPACtons!" sont sans appel. Les citoyen·ne·s estiment que la PAC doit donner la priorité aux questions environnementales tout en rééquilibrant les rapports de force dans la chaîne de valeur au profit des agriculteur·rice·s, dont ils-elles reconnaissent le rôle essentiel pour assurer une production alimentaire de qualité. Ces résultats vont dans le même sens que le sondage réalisé par *Pour une autre PAC* en partenariat avec IPSOS auprès d'un échantillon représentatif de la population nationale.

D'après ce sondage, une grande majorité des Français·es demande que les financements de la PAC soient réorientés vers un modèle agricole et alimentaire plus juste, plus durable et plus sain. Pour 88% d'entre eux-elles, ce modèle doit être en mesure d'assurer une juste rémunération en maintenant un nombre élevé de paysan·ne·s en activité, et tout en préservant le climat, l'environnement et la

¹ La plateforme Pour une autre PAC rassemble 42 organisations paysannes, environnementales, de bien-être animal, de solidarité internationale et de citoyen·ne·s-consommateur·ice·s.

² Sondage réalisé entre le 6 et le 10 mars auprès d'un échantillon de 1085 français âgés de 16 ans et plus, représentatif de la population nationale en termes de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle et de région.

biodiversité (87%), ainsi que le bien-être animal (85%). Concernant la consommation de produits d'origine animale, 70% des personnes interrogées souhaitent privilégier un modèle d'élevage caractérisé par une forte préoccupation pour le bien-être animal quitte à payer plus cher, alors que 10% seulement font primer l'abondance de produits d'origine animale sur la prise en compte du bien-être animal. Enfin, pour 85% des personnes interrogées, ce modèle doit permettre à chacune d'avoir accès à une alimentation locale et de saison, majoritairement issue de l'agriculture biologique.

Le débat public “imPACtons!” : un garde-fou démocratique pour la réforme en cours de la politique agricole française.

En tant que citoyen·nes européen·nes, nous contribuons tou·te·s au budget de la PAC par le biais de nos impôts et participons donc au financement d'un modèle agricole qui impacte notre santé et notre environnement au quotidien. Il est essentiel que la prochaine PAC en tienne compte.

Le débat “ImPACtons!” lancé en février 2020 par la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) entend précisément donner la parole aux Français·es sur le modèle agricole et alimentaire souhaité après 2020. Ses résultats doivent alimenter l'élaboration du Plan Stratégique National (PSN), qui constitue la déclinaison nationale de la PAC post 2020. La remise, vendredi 19 juin, du rapport à mi-parcours sur le débat au Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA) par la CNDP est une étape décisive pour montrer quelle agriculture la PAC devra soutenir.

L'élaboration du PSN comme opportunité pour mettre en place l'agriculture et l'alimentation souhaitées par les citoyen·ne·s français·e·s.

Pour répondre aux aspirations des Français·es mises en lumière par le débat “ImPACtons!” et corroborées par le sondage *Pour une autre PAC* - IPSOS, le MAA doit concrétiser le changement de système agricole et alimentaire souhaité au travers du PSN. Dans cette optique, la plateforme *Pour une autre PAC* appelle le MAA à supprimer les droits à paiements de base et, tant qu'ils existent encore, à les plafonner à l'actif pour soutenir l'emploi agricole. La mise en place de paiements pour services environnementaux et de bien-être animal ambitieux, ainsi que le renforcement des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) et des aides à l'agriculture biologique, sont nécessaires pour enclencher une véritable transition agroécologique. Enfin, l'utilisation des aides couplées au profit des fruits et légumes frais ou encore des légumineuses est un levier efficace pour atteindre une véritable souveraineté alimentaire.

La suspension du débat en raison de la crise du COVID-19 ne doit en aucun cas amoindrir ses chances de déboucher sur la construction d'un modèle agricole et alimentaire conforme aux attentes des citoyen·ne·s. Bien au contraire, cette crise fait plus que jamais ressentir le besoin urgent d'un modèle agricole et alimentaire résilient, basé sur la juste rémunération des paysan·ne·s, la transition agroécologique, la relocalisation de notre système alimentaire et une meilleure prise en compte du bien-être des animaux d'élevage.

En savoir plus : [🔗 www.pouruneautrepac.eu](http://www.pouruneautrepac.eu) et sur [🐦 @pouruneautrepac](https://twitter.com/pouruneautrepac)

Contact presse

Pour une autre PAC

🏠 47 avenue Pasteur
93100 Montreuil - France

🔗 www.pouruneautrepac.eu

🐦 @pouruneautrepac

Maud Lebeau

Chargée de communication

☎ +33 (0)7 57 45 68 96

✉ maud.lebeau@pouruneautrepac.eu